

## En avant pour la nouvelle saison !

Bonjour à tous,

Nouvelle année, nouvelles équipes ! Après les réglages de début d'année, ce n'est pas une mais bien deux équipes—une pour chaque campus de ta chère école—qui se dévoueront à organiser tous types d'activités et à te tenir informé de l'actualité financière pour répondre au mieux à ton intérêt pour ce domaine !

Au programme, les activités que tu connais déjà tout comme le plein de nouveautés ! Mise en place des nouvelles sessions du concours boursier et très prochainement du Wall Street Traviat', conférences avec des professionnels du monde de la finance, visites exclusives de places boursières, préparations aux examens essentiels à ta future carrière financière, ainsi bien sûr que la présente newsletter !

N'hésite donc pas à nous faire part de tes avis et envies car tu es notre source de motivation ! En attendant, toute l'équipe d'Ieseg Finance Club te souhaite la bonne lecture de cette nouvelle issue, spécialement centrée sur la conjoncture.

**Benoît D'Halluin**

## Présentation de l'équipe de Lille

En attendant la présentation de l'équipe de Paris le mois prochain, découvre tout de suite la constitution de l'équipe basée à Lille :

**Bureau :**

Thomas Van Hezel : Président

Axel Coquelet : Vice-Président

Alice Bouquet : Trésorière

Magali Cicut : Secrétaire

**Membres :**

Charles Gosset-Grainville

Cyprien Cès

Florent Perret

Benoît D'Halluin



*Les deux équipes rassemblées sur le campus de Paris*

# Dossier spécial conjoncture : la crise euro

## Que faire de la Grèce ?

Actuellement à leurs plus bas niveaux de l'année, les marchés financiers redoutent un défaut de paiement de la Grèce, et une éventuelle contagion en Europe. L'avenir est extrêmement difficile à prévoir, en témoignent les avis très divergents des grands économistes. Si certains parlent de désastre, d'autres expliquent que c'est plus que jamais le moment d'acheter des actions, car celles-ci sont largement sous évaluées par le marché. La Grèce reste au centre des interrogations. Que faire de ce pays qui, en falsifiant ses comptes, a réussi à entrer dans l'Union Européenne, et qui aujourd'hui fait office de mauvais élève de l'UE? Certains économistes rappellent qu'un point n'est pas assez mis en lumière : si le traité de Maastricht prévoit les modalités d'acceptation d'un pays dans l'UE, il ne prévoit pas les modalités d'exclusion. Si un pays souhaite quitter l'UE, il peut librement le faire, mais personne ne peut le forcer à s'en aller. Une image très juste est donnée à ce sujet : lorsque dans un immeuble, les voisins du dessus font du bruit pendant la nuit, on peut leur demander de se taire, mais on ne peut pas les mettre à la porte. Voilà la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'UE vis-à-vis de la Grèce. Et les scénarios proposés sur l'évolution possible de la situation en Europe sont à nouveau très divergents. Certains disent que si on ne peut forcer la Grèce à quitter l'UE, en revanche un pays comme l'Allemagne, qui a une grande influence en Europe, pourrait s'en aller, ne souhaitant plus payer pour les autres, qui plus est en pleine période électorale. Cela pourrait entraîner le Benelux, voire la France et l'Italie à la suivre. Une nouvelle union pourrait alors voir le jour, la fameuse Europe des 6. Ce scénario reste cependant long et complexe à mettre en place, notamment du fait d'un nouveau changement de monnaie.

Une autre possibilité est prise en considération par les économistes, celle de sacrifier la Grèce. Le raisonnement est le suivant : si on ne peut forcer la Grèce à quitter l'UE, il faut faire en sorte qu'elle n'ait plus aucun intérêt à y rester. Aujourd'hui, elle bénéficie de divers plans d'aide, provenant d'Etats de l'UE, du FMI ou encore de banques européennes. L'idée serait la suivante : dans un premier temps, accepter le défaut de paiement de la Grèce. Cela provoquerait des pertes lourdes pour ses divers créanciers, mais des provisions ont déjà été constituées depuis longtemps. Dans un second temps, les pays de l'UE s'engageraient à ne plus prêter le moindre centime à la Grèce. Cela laisserait le pays dans une situation extrêmement délicate, mais permettrait parallèlement de réduire les chances d'une éventuelle contagion en Europe, en faisant réfléchir à deux fois des pays comme l'Espagne ou le Portugal, qui ont également de grandes difficultés à tenir leurs comptes, et qui ne souhaiteront pas connaître le même sort que la Grèce.

Pour d'autres enfin, la survie de la Grèce et de ses banques au sein de l'UE est indispensable. Les engagements des banques grecques auprès de la finance mondiale sont tels que leur faillite pourrait générer des effets dévastateurs. Une des solutions proposées pour remédier à cette situation est la suivante : créer un organisme européen constitué des 27 (donc de la Grèce) chargé, dans le cadre d'une mission d'accompagnement, d'administrer la Grèce dans le but de réduire son déficit et de lui permettre de rembourser ses créanciers sur le long terme (en améliorant par exemple ses moyens de collecte des impôts, la fraude fiscale étant très importante en Grèce). Ce sont donc bel et bien des événements politiques qui secouent les marchés actuellement, et faire les bons placements n'est pas tâche facile, à moins d'être capable de prédire l'évolution des événements en Europe.

**Charles Gosset-Grainville**

## La Botte est trouée

Tandis que la situation en Grèce menace toujours la fragilité de la zone euro, cette dernière a reçu un nouveau coup de massue fin Septembre : l'agence de notation Standard's & Poor a dégradé la note des crédits souverains italiens, de « A+ » à « A » et « A-I+ » à « A-I » pour les crédits à long-terme et court-terme respectivement. Les raisons invoquées sont l'instabilité politique du pays – le premier ministre S. Berlusconi étant par exemple impliqué dans quatre procès en cours – et le lourd poids de la dette. Celle-ci compte en effet pour 120% du PIB, soit le plus gros pourcentage de la région après la Grèce. N'étant qu'une semi-surprise, les marchés financiers ont plutôt bien encaissé la nouvelle à court-terme.

Mais c'est bien la situation à long-terme qui effraie : l'Italie est la 3<sup>ème</sup> économie de la zone euro, ce qui représente une menace encore plus importante que les autres PIIGS. Les têtes pensantes de la finance italienne ont même mis en garde leurs voisins sur le rôle de l'euro, estimant qu'ils étaient aujourd'hui à un carrefour qui déciderait de l'avenir de la monnaie unique. Les pays porteurs de la zone euro font pour l'instant front en transmettant des messages d'unisson. La BCE a accepté d'acheter les crédits italiens en échange de la promesse du retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2013, grâce à l'implantation d'un plan d'austérité de 54 Milliards d'euros récemment accepté par le Sénat Italien. Mais la dureté de la réalité rend les actes moins positifs que les paroles. Les coûts d'emprunt pour l'Italie ont ainsi augmenté, tandis que la Grèce a même annoncé son refus de rembourser ses dettes envers La Botte du fait de la baisse de ses notes. La perte de la note « A2 » de Moody's survenue hier n'arrange sûrement pas les choses. Espérons que la zone euro saura prendre, unie, les bonnes décisions face à la plus importante crise qu'elle n'ait jamais connue.

**Benoît D'Halluin**

## Quels scénarii possibles pour la zone euro ?

Trois scénarii sont en règle générale discutés :

### 1. L'UE ne soutient plus la Grèce :

Pour comprendre les raisons qui poussent l'Union Européenne à venir en aide à la Grèce, nous devons souligner ce qu'il adviendrait dans le cas contraire. Le résultat le plus probable serait celui d'une panique bancaire, qui a d'ailleurs eu lieu dans une moindre mesure (8 milliards retiré en peu de temps, soit 4% du PIB Grec), en anticipation de ce scénario après la découverte des problèmes financiers. Celle-ci, couplée à un défaut de paiement auprès des établissements créanciers de la Grèce, débiterait une spirale infernale remettant la finance, l'économie et la stabilité mondiale en jeu. De surcroît, l'exposition importante de certains membres de l'UE à la dette Grecque (notamment la France et l'Allemagne qui à elles deux en détiennent plus de 50%) ne ferait qu'aggraver les problèmes amenés par cette solution, bien que des provisions aient été effectuées. Finalement, il apparaît évident que l'Union Européenne ne peut pas se résoudre à laisser la Grèce gérer ses problèmes seule, auquel cas nous nous dirigerions, sur le long terme, vers la seconde alternative de notre article. Cette fausse solution consistant à mettre le pays « en quarantaine » apporterait donc plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

### 2. L'éclatement de l'Union Européenne :

La monnaie commune qu'est l'Euro est aujourd'hui souvent vue comme la source d'une inflation trop importante et d'un pouvoir d'achat diminué. Cependant, il ne faut pas oublier ce que l'euro a accompli, et son utilité concrète qui simplifie beaucoup de choses au niveau macroéconomique. Nous avons d'abord la suppression des coûts de transaction entre pays de l'UE (estimés de 20 à 25 milliards d'€ auparavant) dont les économies peuvent être investies dans d'autres secteurs. Ensuite, les statistiques montrent bel et bien que l'euro a permis aux taux d'intérêts de diminuer et de se stabiliser. L'économie dégagée par le gouvernement, via des paiements d'intérêts plus faibles, permet encore une fois d'investir le supplément dans d'autres secteurs de l'économie (éducation, service public).

Alors que l'euro a permis d'améliorer les conditions de vie des citoyens, et que l'Euro représente 33% du marché international

de la dette (USD : 44%), abolir l'euro mènerait à une situation que même les experts refusent d'imaginer.

Pour résumer, l'explosion de la zone euro implique des menaces qui sont inimaginables à ce jour, et ceci combiné aux avantages de la monnaie unique nous permet de comprendre pourquoi l'Union Européenne soutient la Grèce de cette manière. De plus, l'abandon de l'euro permettrait aux anciens membres en difficulté (PIIGS) d'avoir une politique d'endettement peu contrôlée, ce qui les favoriserait à ne pas lutter contre leurs problèmes.

### 3. Quelques pays sortent de la zone Euro et restaurent leur monnaie :

#### a. L'Allemagne sort :

Certains experts ont évoqué ce scénario, du fait que son économie dominante a une influence importante sur les taux de la BCE. De plus, l'économie allemande étant concentrée sur l'exportation, une politique déflationniste leur est favorable, tandis que les PIIGS ont besoin d'une politique inflationniste pour récupérer. Deuxièmement, la monnaie serait très forte (estimée plus forte que l'ancien D-Mark) et permettrait à l'Allemagne de réduire ses paiements d'intérêts, liés aux aides aux états en difficulté. Malgré tout, les exports de l'Allemagne encaisseraient sûrement un choc avec une monnaie si forte, et de surcroît l'économie de ce pays représente 25% de celle de l'UE, ce qui diminuerait considérablement l'importance macroéconomique de l'UE dans le monde.

#### b. La Grèce sort :

Bien que cette solution puisse paraître évidente, il est important de rappeler qu'aucun article ne prévoit la sortie d'un Etat de l'Union. L'avantage que le pays pourrait en retirer serait d'avoir la possibilité de dévaluer sa monnaie, qui résulterait en un accroissement de la demande et une possible relance économique. Dans les aspects négatifs, une hausse de l'inflation et un poids de la dette croissant pourraient achever un pays à l'économie et à la monnaie déjà faibles.

**Thomas Van Hezel**

## En France, l'horizon se fait incertain

La crise de la dette se propage en Europe et le cas de la France inquiète.

En France, le déficit public n'est pas nouveau. Depuis plus de trente ans, aucun gouvernement ne s'est soucié de l'équilibre du budget. La dette publique n'a cessé de croître pour atteindre aujourd'hui 82% du PIB. Depuis 2007, la dette française a doublé.

Avec l'émergence du ralentissement économique en 2007, les recettes de l'Etat diminuent alors que ses dépenses, notamment sociales, augmentent.

La note de la France pourrait même être revue à la baisse par les agences de notation. La crise grecque a démontré qu'il était possible qu'un état européen a priori solide fasse faillite, contribuant ainsi à l'augmentation de la dette française, pas uniquement par la participation de l'Hexagone dans le plan de sauvetage grec.

Le manque de perspectives de croissance conjugué à la crise de la dette dans de nombreux pays européens, inquiètent les investisseurs qui réclament une prime de risque plus élevée. Par la hausse du taux d'intérêt, la charge de la dette augmente et est devenue en France le premier poste de dépenses, devant le budget de l'éducation ou celui de la défense.

Les marchés s'inquiètent également de l'exposition du système bancaire français aux dettes des autres pays européens. Les banques ont provisionné les risques dans le cas de la Grèce mais l'exposition aux dettes espagnole et italienne est bien plus importante. C'est tout notre système bancaire qui s'en trouve menacé.

La France est actuellement dans un cercle vicieux et il n'y a que deux moyens pour redonner confiance aux investisseurs : prioriser la relance de la croissance et donc éviter un plan d'austérité ou réduire le déficit mais compromettre la croissance.

Peut-on prévenir le creusement du déficit de manière efficace et relancer la croissance pour avoir les moyens de le combler? Il s'agit là d'un juste équilibre à trouver.

**Magali Cicut**

## Vers une perte du triple A ?

Pourquoi le triple A est-il si important ? C'est une notation indiquant la solvabilité d'un pays. Un pays possédant le triple A est solvable et donc les investisseurs ont confiance. Aujourd'hui, 70% des détenteurs finançant nos services publics, notre santé etc. sont des investisseurs internationaux. La perte du triple A résulterait en un manque de confiance du marché et donc la vente de ces titres qui ne seraient plus attractifs. Cela aurait pour conséquence une plus grande difficulté pour la France de se financer.

Aujourd'hui, la dette publique est de l'ordre de 86,2% du PIB soit 18 000 € par habitant et le déficit est de 5,7% du PIB (les plus élevés après les Etats-Unis et le Royaume-Uni). Cette dette est vulnérable car elle est détenue en majorité par des investisseurs internationaux (à 70%) et est financée à court terme. L'idéal serait de stabiliser cette dette dans un premier temps puis de la réduire. Or, vu les prévisions actuelles, la dette publique n'a pas encore atteint son sommet puisqu'elle continuera de grimper au moins jusqu'en 2012 selon les prévisions.

Quelle solution aujourd'hui pour freiner cette augmentation ? Il est évident que pour conserver le triple A français, la France doit prouver qu'elle fait des efforts pour réduire son déficit. Diminuer les dépenses paraît être l'option la plus logique. Nous dirigeons nous alors vers une baisse des prises en charges sociales ?

**Alice Bouquet**

Toi aussi tu aimerais voir ton article publié dans la prochaine newsletter ? La rédaction est ouverte à tous !

**Contacte-nous!**

**iesegfinance@gmail.com**

Tu es en BA3 ou en master et tu désires investir dans un portefeuille d'actions ? Le club d'investissement est là pour toi !

**Contacte Axel !**

**axel.coquelet@gmail.com**

